

TRAHISONS DE L'INTÉRÊT NATIONAL

Autres scandales graves impliquant des gouvernants français

Cinq décennies de décisions mettent en lumière un fil conducteur : la cession progressive des biens communs, des données souveraines et des leviers industriels à des intérêts privés — souvent étrangers — sans débat démocratique, avec la complicité ou l'inertie des gouvernants successifs. Les six affaires ci-dessous sont documentées par des rapports parlementaires, judiciaires ou investigatifs.

Six scandales structurels classés du moins au plus grave

1. McKinseyGate : privatisation de l'intelligence d'État (2010-2022)

- **Ampleur** : En 2021, l'État français a dépensé plus d'un milliard d'euros auprès de cabinets de conseil privés, dont la majorité américains. McKinsey est impliqué dans la politique vaccinale, la réforme de l'Éducation nationale et la stratégie de l'État, en doublon de l'administration publique.
- **Conflit d'intérêts** : McKinsey, qui ne payait aucun impôt en France, a piloté la campagne vaccinale alors que son directeur des affaires publiques Karim Tadjeddine était un proche d'Emmanuel Macron depuis Sciences Po. Des préoccupations de financement illégal de campagne ont été soulevées.
- **Risque souverain** : McKinsey étant un cabinet américain, ses consultants ont accédé au cœur de l'appareil d'État, à des informations pouvant relever du secret. Le Parquet national financier instruit depuis 2022 pour favoritisme, fraude fiscale et financement illégal de campagne.

2. Uber Files : un ministre travaillant contre le droit français (2015)

- **Faits** : Selon 180 000 documents internes divulgués par The Guardian (2022), Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie sous Hollande, a facilité secrètement l'implantation d'Uber en France, en organisant des réunions confidentielles, en transmettant des informations sur les intentions des forces de l'ordre, et en contournant la réglementation protectrice des taxis.
- **Trahison** : Un ministre de la République a agi en lobbyiste d'une entreprise américaine qui pratiquait l'évasion fiscale et détruisait le modèle social de la profession réglementée, contre les intérêts des travailleurs français et le droit national.

3. Privatisation des autoroutes : bradage et rente perpétuelle (2006)

- **Bradage** : En 2006, les autoroutes publiques — déjà rentabilisées par l'argent des contribuables — ont été cédées à Vinci, Eiffage et Abertis pour environ 15 milliards d'euros, soit 7 milliards de moins que la valeur estimée par la Cour des comptes.
- **Rente** : La commission d'enquête sénatoriale (2020) a chiffré une rentabilité « hors normes » (12 % au lieu de 7,67 % visés). D'ici 2036, Vinci et Eiffage pourraient percevoir à eux seuls 55 milliards d'euros de bénéfices, pour une mise initiale de 22,5 milliards. Les automobilistes financent cette rente par des hausses de péage systématiquement supérieures à l'inflation.
- **Conflits** : Élisabeth Borne, ancienne directrice des concessions chez Eiffage, a ensuite été chargée en tant que ministre de renforcer les avantages des concessionnaires par les « avenants » de 2015.

4. Alstom-GE : cession forcée de la souveraineté énergétique et militaire (2014)

- **Le piège** : En 2013, Frédéric Pierucci, cadre supérieur d'Alstom, est arrêté par le FBI pour corruption. Il sera emprisonné 25 mois dans une prison de haute sécurité américaine. Il est libéré une semaine après la finalisation de la vente d'Alstom à General Electric. La coïncidence est troublante.
- **Conséquences** : La branche énergie d'Alstom — incluant les turbines équipant le porte-avions Charles de Gaulle, les sous-marins nucléaires et les centrales atomiques — passe sous contrôle américain avec l'aval du ministre de l'économie Macron en novembre 2014.
- **Trahison** : Des informations relevant potentiellement du secret défense (infrastructures nucléaires et militaires) sont désormais entre les mains d'un groupe américain. Aucune poursuite judiciaire n'a été engagée en France contre les responsables.

5. Health Data Hub : données de santé de 67 millions de Français confiées à Microsoft (2019–)

- **Le choix** : En 2019, sans appel d'offres conformément aux règles des marchés publics, le gouvernement confie l'hébergement du Système national des données de santé — la totalité des données médicales de la population française — à Microsoft Azure. Dès 2020, la CNIL alerte sur les risques d'accès américain.
- **Cloud Act** : Microsoft, soumis au droit américain, peut être contraint de transférer ces données ultra-sensibles (pathologies, traitements, génétique) aux autorités des États-Unis. En mars 2026, le Conseil d'État a jugé ce risque « acceptable » tout en le reconnaissant explicitement.
- **Sept ans de procédures** : Associations, entreprises françaises du cloud et citoyens ont multiplié les recours judiciaires. La migration vers une solution souveraine n'était pas encore effective en 2026.

6. Guerre économique américaine : extraterritorialité du droit et complaisance française (structurelle)

- **Mécanisme** : Les États-Unis utilisent le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) et le Cloud Act comme armes de guerre économique contre les entreprises européennes : Alcatel (1 milliard d'amende), Total (400 millions), Technip, BNP Paribas (8,9 milliards), Alstom (772 millions). Ces amendes financent indirectement les concurrents américains.
- **Absence de réciprocité** : La France ne s'est dotée d'une loi de blocage opérationnelle qu'en 2016 (loi Sapin II). Elle n'a pas poursuivi les mêmes entreprises sur son territoire, permettant ainsi aux États-Unis d'exercer une juridiction extraterritoriale sur des faits commis hors de leurs frontières, avec la complicité passive des autorités françaises.
- **Enjeu systémique** : Selon le résumé de Pierucci, Alcatel, Total, Technip, Alstom, BNP... ce sont les « deux jambes de l'industrie française » qui sont méticuleusement démantelées. L'absence de réaction étatique à cette stratégie systématique constitue une faute politique majeure.

Fil conducteur : Ces six affaires partagent une logique commune : des décisions prises sans débat démocratique, souvent par des énarques en poste successivement dans le privé et le public (portes tournantes), qui ont organisé le transfert de biens communs, de savoirs stratégiques et de données souveraines vers des intérêts privés, majoritairement américains. L'absence systématique de sanctions judiciaires et parlementaires crée une impunité structurelle.

ANNEXE — SOURCES POUR APPROFONDIR

Livres fondamentaux

- **Frédéric Pierucci (avec Matthieu Aron)**, *Le Piège américain*, JC Lattès, 2019. Témoignage de l'ex-cadre d'Alstom emprisonné par le FBI : la guerre économique américaine contre les entreprises françaises, vue de l'intérieur. — editions-jclattes.fr
- **François Ruffin**, *Ce pays que tu ne connais pas*, Les Liens qui libèrent, 2019. Analyse des portes tournantes, de la privatisation des autoroutes et du démantèlement des services publics. Voir aussi ses discours à l'Assemblée nationale sur les autoroutes. — francoisruffin.fr/autoroutes
- **Grégoire Laliou & Alexandre Likhachev**, *Guerre fantôme (documentaire)*, 2019. Film d'enquête sur la vente d'Alstom-GE, arrestations américaines et conflits d'intérêts.

Rapports parlementaires & institutionnels

- **Sénat** — Rapport de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés («McKinseyGate»), mars 2022 — senat.fr
- **Sénat** — Rapport de la commission d'enquête sur les concessions autoroutières (300 pages), sept. 2020 — [senat.fr \(autoroutes\)](https://senat.fr/autoroutes)
- **Assemblée nationale** — Question au gouvernement Uber Files (juillet 2022) — D. Simonnet — assemblee-nationale.fr
- **Assemblée nationale** — Question sur la vente Alstom-GE — N. Dupont-Aignan (2019) — assemblee-nationale.fr
- **CNIL** — Décision sur le Health Data Hub et risques de transfert vers les États-Unis (oct. 2020) — cnil.fr
- **Inspection générale des finances** — Rapport sur la « surrentabilité » des concessions autoroutières (2021, rendu public sous pression) — complement-enquete.fr

Enquêtes journalistiques

- **The Guardian / ICIJ** — Les Uber Files (180 000 documents internes sur le lobbying secret d'Uber, avr. 2022) — theguardian.com/uber-files
- **Frustration Magazine** — « Tout comprendre au scandale McKinsey en 6 points » (mars 2022) — frustrationmagazine.fr
- **LVSL** — « Alstom-General Electric, une affaire d'État ? » (juin 2019) — entretien avec les réalisateurs du documentaire — lvsl.fr
- **École de Guerre Économique** — « Souveraineté numérique : le cas du Health Data Hub et Microsoft » — ege.fr
- **Public Sénat** — « Autoroutes : rapport du Sénat sur la rentabilité hors normes de 40 milliards » (sept. 2020) — publicsenat.fr

Documentaires & vidéos

- **Cash Investigation (France 2)** — « McKinsey et les cabinets de conseil », Élise Lucet (sept. 2024) — france.tv
- **Complément d'enquête (France 2)** — « Superprofits des autoroutes : le rapport qui disait stop » — franceinfo.fr
- **Documentaire « Guerre fantôme » (Alstom-GE)** — Dirigé par Grégoire Laliou & Alexandre Likhachev (2019). Disponible sur YouTube. — [youtube \(guerre fantôme\)](https://youtube.com/watch?v=...)

Ressources complémentaires

- **The Conversation** — « McKinsey : Cash Investigation n'a pas tout révélé sur les conflits d'intérêts » — theconversation.com
- **Diploweb** — « La guerre économique : le cas Alstom » et ressources sur la guerre économique américaine contre les entreprises européennes — diploweb.com